

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
21 décembre 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions  
dont le Conseil de sécurité est saisi ainsi que sur l'état  
d'avancement de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2001/15 du 19 mars 2001, S/2001/15/Add.3 du 28 mars 2001, S/2001/15/Add.5 du 2 avril 2001, S/2001/15/Add.6 du 4 avril 2001, S/2001/15/Add.7 du 6 avril 2001, S/2001/15/Add.10 du 13 avril 2001, S/2001/15/Add.20 du 25 mai 2001, S/2001/15/Add.26 du 6 juillet 2001, S/2001/15/Add.35 du 1er septembre 2001, S/2001/15/Add.37 du 21 septembre 2001, S/2001/15/Add.38 du 28 septembre 2001, S/2001/15/Add.39 du 5 octobre 2001, S/2001/15/Add.40 du 12 octobre 2001, S/2001/15/Add.41 du 19 octobre 2001, S/2001/15/Add.42 du 26 octobre 2001, S/2001/15/Add.43 du 2 novembre 2001, S/2001/15/Add.47 du 30 novembre 2001 et S/2001/15/Add.49 du 14 décembre 2001.

Durant la semaine qui s'est achevée le 15 décembre 2001, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**La situation à Chypre** (voir S/11185/Add.28, 29, 32, 34 et 49; S/11593/Add.7 à 10, 23, 24 et 49; S/11935/Add.23, 24 et 50; S/12269/Add.24, 35 à 37 et 50; S/12520/Add.23, 45, 47 et 49; S/13033/Add.23 et 49; S/13737/Add.23 et 49; S/14326/Add.22 et 50; S/14840/Add.24 et 50; S/15560/Add.24, 46 et 50; S/16270/Add.17, 18, 23 et 49; S/16880/Add.23, 37 et 49; S/17725/Add.23 et 49; S/18570/Add.23 et 50; S/19420/Add.24 et 50; S/20370/Add.22 et 49; S/21100/Add.10, 23, 28, 49 et 50; S/22110/Add.23, 40, 49 et 51; S/23370/Add.14, 23, 28, 34, 47 et 50; S/25070/Add.19, 21, 23 et 50; S/1994/20/Add.9, 23, 29 et 50; S/1995/40/Add.24 et 50; S/1996/15/Add.25 et 51; S/1997/40/Add.25 et 51; S/1998/44/Add.26 et 51; S/1999/25/Add.25 et 49; S/2000/40/Add.23 et 49; et S/2001/15/Add.24; voir aussi S/2001/15/Add.49)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4436e séance, tenue le 14 décembre 2001, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2001/1122).



Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2001/1190) élaboré lors des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2001/1190 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1384 (2001) (pour le texte, voir S/RES/1384 (2001); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-sixième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2001*).

**La situation concernant la République démocratique du Congo**

(voir S/1997/40/Add.21; S/1998/44/Add.35 et 49; S/1999/25/Add.10, 13, 24, 30, 43, 47 et 49; S/2000/40/Add.3, 7, 16, 17, 19, 21, 23, 30, 33, 40, 47 et 49; et S/2001/15/Add.5, 8, 18, 24, 30, 35, 36, 43 et 45; voir aussi S/1996/15/Add.43 à 45; S/1997/40/Add.5, 7, 9, 13, 16 et 17; S/1998/44/Add.28; voir aussi S/2001/15/Add.42)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4437<sup>e</sup> séance, tenue le 14 décembre 2001, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi de la lettre datée du 10 novembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2001/1072). Il y a eu une suspension et une reprise de séance.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Angola, de la Belgique, du Burundi, du Canada, du Japon, de la Namibie, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, de la Zambie et du Zimbabwe, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme convenu lors des consultations préalables du Conseil, le Président, avec l'assentiment de ce dernier, a adressé, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, une invitation à Mahmoud Kassem, Président du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo.

**La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine**

(voir S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; et S/2001/15/Add.11 à 13 et 34; voir aussi S/7382, S/7441, S/7452, S/7564, S/7570, S/7596, S/7600, S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 50; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.2 à 4, 12, 18 à 21, 23 à 26, 42, 44, 45 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42, 43 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 9 à 11, 16, 19, 21, 23, 25, 28, 29, 33, 34, 47 et 50; S/13737/Add.7, 8, 13 à 18, 20 à 22, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.1 à 4, 8, 12, 13, 15, 16, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42, 45 et 48; S/15560/Add.3, 6, 7, 20, 21, 29 à 31, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 36, 40, 41 et 46; S/17725/Add.2 à 4, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47 à 49; S/18570/Add.2, 21, 30, 47 et 49 à 51; S/19420/Add.1 à 5, 13, 15, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4 à 6, 12, 16, 21, 22, 26, 30, 32, 34, 37, 44, 46, 47)

et 51; S/21100/Add.4, 10, 12, 17, 20, 21, 30, 39, 40, 42, 44, 45 et 47 à 50;  
 S/22110/Add.4, 12, 20, 21, 30 et 47; S/23370/Add.1, 4, 7, 13, 21, 30, 47 et 50;  
 S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 8, 10, 20, 29 et 47;  
 S/1995/40/Add.4, 8, 18, 19, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30, 38 et 47;  
 S/1997/40/Add.4, 9, 11, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 26, 28, 30 et 47;  
 S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; et  
 S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48)

Par une lettre datée du 13 décembre 2001 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2001/1191), le représentant de l'Égypte, en sa qualité de Président du Groupe arabe pour le mois de décembre 2001 et au nom des États membres de la Ligue des États arabes, a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence « pour examiner la situation extrêmement grave qui règne dans le territoire palestinien occupé et prendre les mesures voulues à ce sujet ».

Suite à cette demande, le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4438<sup>e</sup> séance, tenue le 14 décembre 2001.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de la Belgique, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, d'Israël, de la Malaisie et de la République islamique d'Iran, sur leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 14 décembre 2001, émanant de l'Observateur permanent de la Palestine auprès l'Organisation des Nations Unies (S/2001/1205), le Président, conformément au Règlement intérieur et à la pratique antérieure suivie à cet égard, a invité l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer au débat.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 14 décembre 2001 émanant du Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Président a adressé, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, une invitation à Papa Louis Fall, Président dudit comité.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2001/1199) présenté par l'Égypte et la Tunisie.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2001/1199 qui a recueilli 12 voix pour (Bangladesh, Chine, Colombie, Fédération de Russie, France, Irlande, Jamaïque, Mali, Maurice, Singapour, Tunisie et Ukraine), une contre (États-Unis d'Amérique) et deux abstentions (Norvège et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.